

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 31

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte II della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 18-20 dicembre 2006)

Recommandation n. 792(1)

Sur la coopération transatlantique dans le domaine aéronautique:
l'avion de combat F-35 Lightning II (Joint Strike Fighter)

Annunziata il 19 marzo 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Soulignant l'importance de la coopération transatlantique en matière de défense en général et plus spécialement en matière d'équipements pour le développement et le renforcement des capacités nationales de l'OTAN et de l'UE dans ce domaine;

(ii) Soulignant que les Etats-Unis et les alliés européens sont engagés dans un processus de transformation de leurs capacités militaires en vue de leur adaptation aux défis du XXI^e siècle;

(iii) Soulignant que les nouvelles technologies de l'information et des communications jouent un rôle central dans cette transformation;

(iv) Soulignant la place stratégique occupée par le secteur de l'aéronautique de défense en matière d'innovation technologique, de modernisation et de restructuration industrielle;

(v) Considérant que les Etats européens sont à la pointe de l'évolution dans ce domaine à égalité avec les Etats-Unis, comme le démontrent les trois avions de combat produits en Europe et actuellement en déploiement, le Rafale (France), le Gripen (Suède) et l'Eurofighter Typhoon (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni);

1 Adoptée par l'Assemblée le 19 décembre 2006, lors de sa septième séance plénière.

(vi) Considérant que l'écart technologique et d'interopérabilité entre les Etats européens les plus avancés et les Etats-Unis est plutôt structurel et lié aux moyens financiers disponibles de part et d'autre de l'Atlantique;

(vii) Soulignant dans cette perspective que la coopération transatlantique est nécessaire non seulement pour les Etats européens, mais aussi pour les Etats-Unis qui peuvent ainsi avoir accès à des technologies et à des équipements qui n'ont pas été développés dans ce pays;

(viii) Considérant que cette coopération en matière de technologies et d'équipements de défense est encore plus nécessaire dans un contexte d'interventions multinationales, dans le cadre de l'OTAN ou de coalitions de volontaires conduites par les Etats-Unis;

(ix) Considérant que le programme F-35 Lightning II (JSF) est une démonstration de la volonté réciproque des Etats-Unis et des Etats européens de coopérer ensemble dans un domaine de haute technologie et pourrait servir d'exemple pour de futures coopérations de même niveau;

(x) Soulignant toutefois que ce programme comporte des aspects qui demandent à être corrigés et améliorés afin de dissiper des méfiances entre les Etats-Unis et les Etats européens participants qui pourraient avoir une incidence négative sur la réceptivité européenne à de futurs programmes de coopération transatlantique;

(xi) Considérant que l'échange d'informations et le transfert de technologies sensibles sont l'un de ces aspects, auquel il faut trouver des solutions à l'avantage des deux parties;

(xii) Soulignant que si une part de la responsabilité incombe aux autorités américaines, le fait que les Etats européens membres ne se soient pas suffisamment

coordonnés pour faire valoir leurs intérêts nationaux ou communs dans ce programme contribue aussi au maintien en suspens de questions cruciales comme celle relative à la « souveraineté opérationnelle »;

(xiii) Souhaitant que l'expérience acquise par les participants européens au programme F-35 Lightning II JSF puisse être partagée avec d'autres Etats européens alliés au sein de l'OTAN et de l'UE afin que les aspects positifs de ce programme puissent servir à enrichir des programmes européens développés en coopération;

(xiv) Considérant que les Etats européens participant au programme F-35 Lightning II (JSF) devraient maintenir ouvertes d'autres options d'équipement, notamment des avions de combat européens dans le cas où le programme continuerait de subir des retards avec des conséquences négatives pour le calendrier de développement et de déploiement de leurs capacités opérationnelles militaires;

(xv) Considérant l'état actuel de l'industrie aéronautique de défense qui produit trois avions complémentaires, concurrents et dotés de capacités faisant double emploi tandis que se poursuivent les acquisitions et les transferts d'avions américains de type F-16 et, dans le futur, des F-35 Lightning II (JSF) et du F-22 Raptor, et soulignant qu'il est important de ne pas laisser cette situation s'étendre au domaine des avions de combat de la « sixième » génération: les drones de combat;

(xvi) Soulignant que les Etats-Unis n'ont plus qu'un seul programme de ce type en cours et que les Etats européens doivent unir leurs efforts dans ce domaine en se tournant vers des coopérations ouvertes mais assorties de critères de qualité en termes de contributions technologiques et financières;

(xvii) Considérant qu'un large accord entre Européens dans ce domaine renforcerait leur position quand il s'agira de coopérer avec les Etats-Unis pour une plus grande interopérabilité en matière de drones de combat ou dans des programmes communs;

(xviii) Considérant que la privatisation des industries de défense est un principe acquis, qu'elle peut être la source d'une plus grande efficacité en limitant les duplications coûteuses et qu'elle favorise la restructuration, la concentration et la consolidation des activités industrielles, de recherche, de technologie et de développement dans le domaine de la défense;

(xix) Considérant que les industries et la recherche et le développement technologique (RDT) dans le secteur de la défense relèvent encore du domaine de la souveraineté nationale de par la nature et la destination de leurs produits et que les Etats doivent pouvoir garder un droit de regard et de contrôle, si nécessaire, sur leur évolution;

(xx) Soulignant que les Etats européens doivent accompagner les efforts des industries européennes pour se développer et se consolider en Europe, par le biais de commandes soutenues d'équipements de défense et d'investissements dans la RDT militaire ainsi que dans la RDT civile ayant des implications en matière de défense;

(xxi) Considérant que les Etats européens doivent aussi, à l'image de ce que font les Etats-Unis, soutenir plus activement leurs industries de défense dans les marchés à l'exportation, y compris vers les Etats-Unis;

(xxii) Considérant que le dialogue intergouvernemental transatlantique est l'élément central d'une nouvelle stratégie européenne d'accès au marché de la défense des Etats-Unis, en parallèle avec un soutien actif par différents mécanismes d'aide et d'encouragement aux entreprises

européennes qui veulent être présentes sur le marché américain;

(xxiii) Soulignant que la coopération intergouvernementale transatlantique et la contribution des industries européennes à l'effort de défense américain constituent une base de départ pour l'établissement d'une relation plus équilibrée dans le domaine de la coopération transatlantique en matière d'équipements, de recherche, de technologie et de développement de défense;

(xxiv) Considérant que seule une action européenne commune, coordonnée au niveau intergouvernemental ou dans les cadres de l'OTAN ou de l'UE, pourra obtenir un rééquilibrage des échanges transatlantiques dans les domaines susmentionnés;

(xxv) Considérant qu'une telle démarche ne peut aboutir sans le soutien éclairé des parlements nationaux et des opinions publiques et qu'il importe de consulter les parlements nationaux avant de prendre des décisions de participation à des coopérations qui lient un Etat pour plusieurs années à un ou plusieurs autres sans aucune garantie quant aux coûts et au résultat final de ces coopérations,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS DE L'UEO PARTICIPANT AU PROGRAMME F-35 LIGHTNING II (JSF)

1. A unifier leur position dans leurs négociations avec les Etats-Unis pour obtenir un meilleur accès aux informations et le transfert de technologies sensibles nécessaires à la mise en oeuvre de la « souveraineté opérationnelle » nationale sur le F-35 Lightning II (JSF);

2. A envisager, comme l'ont fait l'Italie et les Pays-Bas, de créer un pool commun de montage, d'entretien et opérationnel des F-35 Lightning II (JSF) qui seront mis en service dans plusieurs armées de l'air européennes d'ici 2020-2030;

3. A maintenir leurs engagements envers les Eurofighter Typhoon et, pour les pays partenaires de ce programme, promouvoir cet appareil en remplacement du F-35 Lightning II JSF dans le cas où celui-ci serait arrêté par le Département de la défense des Etats-Unis et envisager, le cas échéant, en ce qui concerne les besoins des porte-avions, la possibilité de leasing ou d'achat des Rafale-M ou de relancer les études pour une version navale de l'Eurofighter Typhoon;

4. A promouvoir des coopérations européennes et transatlantiques dans le domaine des drones de combat sur la base des projets déjà en cours en Europe et aux Etats-Unis pour éviter la duplication et le gaspillage des ressources limitées et favoriser l'interopérabilité inter-européenne et transatlantique;

5. A soutenir au niveau politique les industries européennes qui participent au programme F-35 Lightning II (JSF) et à encourager leurs efforts pour obtenir un accès plus équitable au marché américain de la défense;

6. A informer régulièrement les autres Etats de l'UEO sur l'évolution du programme F-35 Lightning II (JSF) et à tenir l'Assemblée informée sur ces développements qui entrent dans le champ des compétences de l'UEO en matière de coopération dans le domaine des armements;

7. Quel que soit le futur du programme JSF, à soutenir la coopération des industries aéronautiques européennes afin qu'elles développent en commun un futur programme d'avion ou de drone de combat.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 792 (1)

La cooperazione transatlantica nel settore dell'aeronautica:
il caccia F-35 Lightning II (Joint Strike Fighter)

L'ASSEMBLEA,

(i) Sottolineando l'importanza della cooperazione transatlantica nel settore della difesa in generale e degli equipaggiamenti in particolare, quale strumento per sviluppare e rafforzare le capacità nazionali degli Stati membri dell'UE e della NATO in quest'area;

(ii) Notando che gli Stati Uniti e gli alleati europei hanno avviato un processo di trasformazione delle capacità militari, per adattare alle sfide del ventunesimo secolo;

(iii) Notando che le nuove tecnologie dell'informazione e della comunicazione svolgono un ruolo centrale in questa trasformazione;

(iv) Notando la posizione strategica occupata dall'aviazione militare in materia di innovazione tecnologica, modernizzazione e ristrutturazione industriale;

(v) Considerando che i paesi europei sono all'avanguardia in questo settore, a pari merito con gli Stati Uniti, come

dimostrano i tre aerei da caccia prodotti in Europa e attualmente dispiegati: il Rafale (Francia), il Gripen (Svezia) e l'Eurofighter Typhoon (Germania, Italia, Spagna e Regno Unito);

(vi) Considerando che il divario tecnologico e di interoperabilità tra i paesi europei più avanzati e gli Stati Uniti è in qualche misura strutturale e legato ai diversi mezzi finanziari disponibili sulle due sponde dell'Atlantico;

(vii) Sottolineando a tale proposito che la cooperazione transatlantica non è necessaria solo ai paesi europei, ma anche agli Stati Uniti, in quanto offre loro accesso a tecnologie e equipaggiamenti non ancora sviluppati dalla propria industria;

(viii) Considerando che tale cooperazione in materia di tecnologia ed equipaggiamenti militari è ancora più necessaria nel quadro degli interventi multinazionali condotti nell'ambito della NATO oppure nel quadro di « coalizioni dei volenterosi » a guida statunitense;

(ix) Considerando che il programma F-35 Lightning II (JSF) è un'indicazione della volontà comune di Stati Uniti ed Europa di cooperare in un settore ad alta tecnologia, nonché un possibile esempio

(1) Adottata dall'Assemblea il 19 dicembre 2006 in occasione della settima seduta plenaria.

per una futura cooperazione allo stesso livello;

(x) Notando, tuttavia, che alcuni aspetti del programma necessitano di essere corretti e migliorati al fine di risolvere le divergenze tra gli Stati Uniti e i paesi europei partecipanti ed evitare che queste abbiano un impatto negativo sull'atteggiamento europeo nei confronti di futuri programmi di cooperazione transatlantica;

(xi) Considerando che lo scambio di informazioni e il trasferimento di tecnologie sensibili figurano tra gli aspetti per cui è necessario trovare soluzioni vantaggiose per entrambe le parti;

(xii) Notando che, al di là delle responsabilità statunitensi in materia, il fatto che i paesi europei manchino del coordinamento necessario a far valere i rispettivi interessi nazionali o comuni nell'ambito del programma statunitense contribuisce ad ostacolare la soluzione di questioni cruciali quali quella della « sovranità operativa »;

(xiii) Auspicando che l'esperienza acquisita dai partecipanti europei al programma F-35 Lightning II (JSF) possa essere condivisa con altri alleati NATO o UE, in modo da trasferirne gli aspetti positivi anche ai programmi di cooperazione europea;

(xiv) Considerando che gli stati europei partecipanti al programma F-35 Lightning II (JSF) dovranno mantenere aperte altre opzioni di equipaggiamento, in particolare in relazione ai caccia europei, qualora ulteriori ritardi del programma si ripercuotessero negativamente sul calendario previsto per lo sviluppo e lo spiegamento delle loro capacità operative militari;

(xv) Considerando l'attuale duplicazione delle capacità nel settore dell'aeronautica militare, in cui vengono prodotti tre velivoli complementari e concorrenti, mentre proseguono gli ordini e le vendite degli americani F-16 e, in futuro, F-35

Lightning II (JSF) e F-22 Raptor; sottolineando inoltre la necessità di impedire che questa situazione si estenda agli aerei da caccia di « sesta generazione » (caccia teleguidati o fighter drones);

(xvi) Osservando al riguardo che gli Stati Uniti hanno in corso un solo programma di questo tipo e che i paesi europei dovrebbero unire le proprie forze in questo ambito orientandosi verso collaborazioni aperte, ma disciplinate da rigorosi criteri di qualità in termini di contributi tecnologici e finanziari;

(xvii) Considerando che un ampio accordo tra europei in questo ambito rafforzerebbe la loro posizione quando si arriverà a cooperare con gli Stati Uniti a favore di una maggiore interoperabilità in materia di caccia teleguidati o in programmi comuni;

(xviii) Considerando che la privatizzazione dei settori della difesa è una realtà, che può contribuire con maggior efficacia ad impedire costose duplicazioni e favorire la ristrutturazione, la concentrazione e il consolidamento dell'attività industriale, della ricerca, della tecnologia e dello sviluppo nel settore della difesa;

(xix) Considerando in quest'ottica che il settore della difesa e quello della ricerca e sviluppo tecnologico (RST) militare rientrano ancora nella sfera della sovranità nazionale per la natura e la destinazione dei loro prodotti e che gli Stati devono poter conservare un diritto di supervisione e di controllo sulla loro evoluzione;

(xx) Sottolineando che i governi europei devono sostenere gli sforzi di sviluppo e consolidamento dell'industria europea, sia attraverso regolari ordini di equipaggiamento per la difesa, sia investendo nella RST militare e in quella civile con implicazioni militari;

(xxi) Considerando che anche gli stati europei devono, come gli Stati Uniti, sostenere più attivamente l'industria della

difesa nei mercati di esportazione, incluso quello statunitense;

(xxii) Considerando che il dialogo intergovernativo transatlantico è fondamentale per una nuova strategia europea di accesso al mercato della difesa statunitense, unito all'offerta di un sostegno attivo mediante diversi meccanismi di aiuto e incentivazione alle imprese europee che desiderano entrare nel mercato statunitense;

(xxiii) Sottolineando che la cooperazione intergovernativa transatlantica e il contributo dell'industria europea alle attività di difesa statunitensi costituiscono un punto di partenza per la creazione di una relazione più equilibrata nell'ambito della cooperazione transatlantica in materia di equipaggiamento, ricerca, tecnologia e di sviluppo del settore della difesa;

(xxiv) Considerando che solo un'azione comune europea, coordinata a livello intergovernativo o nel quadro della NATO o dell'Unione europea, potrà consentire il riequilibrio degli scambi transatlantici in questi settori;

(xxv) Considerando che questo tipo di approccio avrà successo solo se sostenuto chiaramente dai parlamenti e dalle opinioni pubbliche nazionali e che è necessario consultare i parlamenti nazionali prima di assumere decisioni riguardo la partecipazione del paese a programmi di cooperazione che lo legano ad altri paesi per diversi anni, senza alcuna garanzia in materia di costi e di risultato finale di tali cooperazioni;

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI DELLA UEO CHE PARTECIPANO AL PROGRAMMA F-35 LIGHTNING II (JSF) A:

1. Rafforzare la propria posizione nei negoziati con gli Stati Uniti per ottenere un migliore accesso alle informazioni e il trasferimento delle tecnologie sensibili ne-

cessarie a garantire la « sovranità operativa » nazionale sul F-35 Lightning II (JSF);

2. Prevedere, seguendo l'esempio dell'Italia e dei Paesi Bassi, la creazione di un pool per l'assemblaggio, la manutenzione e la gestione degli aerei F-35 Lightning II (JSF) che entreranno in servizio in molte aeronautiche militari europee nel 2020-2030;

3. Rispettare l'impegno assunto in merito all'Eurofighter Typhoon e, per i paesi partner di quel programma, promuovere questo velivolo in sostituzione del F-35 Lightning (JSF), nel caso in cui quest'ultimo venga dismesso dal dipartimento della Difesa degli Stati Uniti e, ove necessario per rispondere al fabbisogno di portaerei, valutare la possibilità di acquistare o prendere in leasing il velivolo Rafale Marine o di riprendere la ricerca per la realizzazione di una versione navale dello Eurofighter Typhoon;

4. Promuovere la cooperazione europea e transatlantica nel settore dei caccia teleguidati (fighter drones) sulla base di progetti già in corso in Europa e negli Stati Uniti per evitare duplicazioni e sprechi e favorire l'interoperabilità a livello europeo e transatlantico;

5. Fornire sostegno politico alle industrie europee che partecipano al F-35 Lightning II (JSF) e promuovere i loro sforzi al fine di ottenere un accesso paritario al mercato della difesa statunitense;

6. Informare regolarmente gli altri paesi dell'UEO sull'evoluzione del programma F-35 Lightning II (JSF) e aggiornare l'Assemblea sugli sviluppi che rientrano nella sfera di competenze della UEO in materia di cooperazione nel settore degli armamenti;

7. Prescindendo dal futuro del programma JSF, sostenere la cooperazione tra le industrie aeronautiche europee, affinché sviluppino in futuro un programma comune di caccia e di fighter drone.